

manifestons

<http://www.cgas.ch/1erMai/>

2019

journée revendicative internationale
des travailleuses et travailleurs

1er mai

Ensemble
pour l'égalité,
la justice
sociale
et le climat!

mardi 30 avril 2019

20h30 tente au parc des Bastions: en collaboration avec Adok Films, présentation et projection de *J'veux du soleil!* le dernier documentaire de François Ruffin et Gilles Perret. Trois ans après *le Merci Patron!* le journaliste et député de La France insoumise repart sur les routes à la rencontre des Gilets jaunes. Prix d'entrée symbolique de 5 francs. Un débat suivra.

mercredi 1^{er} mai 2019

10h30 La Pierre sur l'esplanade d'Uni-Mail, allocutions du PDT ou solidaritéS et du SSP, Gilets jaunes, cause des Kurdes

11h30 restauration au parc des Bastions

13h30 départ du cortège du boulevard James-Fazy empruntant place des 22-Cantons, rue de Chantepoulet, pont du Mont-Blanc, rue d'Italie, rues Basses, rue de la Corratierie, place de Neuve, pour terminer au parc des Bastions

15h15 allocutions du Parti socialiste et de Syna, du collectif grève des femmes et du collectif jeunes pour le climat

16h00 festival AvAnti ! jusqu'à 21h30. Entre les changements de groupes, prises de parole concernant le centenaire de l'Organisation internationale du travail et la situation en Amérique latine.

Rarement, un 1^{er} mai aura lieu à un croisement de tant de luttes diverses et mobilisations de milieux aussi différents de la population.

En cette année 2019, le 1^{er} mai, journée revendicative internationale des travailleuses et des travailleurs, pourra comme jamais être un lieu de convergence et de préparation des prochaines échéances, se renforçant mutuellement: contre la casse sociale, pour l'égalité entre femmes et hommes, contre la destruction de la planète et pour le renforcement des droits des salarié-e-s d'ici et d'ailleurs.

subventionné et les associations de personnel du CERN, de l'OIM, de l'OMPI, de l'OMS et de l'UIT, FICSA Fédération des associations de fonctionnaires internationaux. Soutenu par AVIVO, OSEO Œuvre suisse d'entraide ouvrière, CCSI Centre de Contact Suisses-Immigrés Genève, ASSMP Association Maison Populaire de Genève, MPF Mouvement populaire des familles, ATTAC Genève, CUP Collectif urgence Palestine, JSG Jeunesse socialiste genevoise, DAL Défense des Aîné-e-s des Locataires de l'Emploi et du Social, La Gauche-Genève, PCG Parti communiste genevois, ADC Association de défense des chômeurs, Gauchebdo, ACRG Association chilienne de Genève, ADTS Association de défense des travailleuses du sexe, AKM Association Centre culturel des Alévis de Genève, Association du personnel du CICR, CSS(r) Centrale Sanitaire Suisse romande

Ensemble, le 19 mai, contre la casse sociale

Réforme de la fiscalité des entreprises, travail du dimanche dans le commerce de détail, retraites des 46'000 salarié-e-s affilié-e-s à la CPEG, **le 19 mai prochain est un dimanche de votations cruciales pour les travailleurs-euses.**

RIE3, RFFA, NON c'est NON

Deux ans après le refus cinglant de la RIE3 en votation populaire, cette réforme inique revient pratiquement inchangée devant le peuple. S'y ajoute cette fois-ci son volet cantonal, tout aussi inacceptable que la réforme fédérale, et des « compensations sociales » qui n'en sont pas, et qui ne mettront pas la population à l'abri des violentes politiques d'austérité qui découleront de ces caudex aux grandes entreprises.

Pas d'ouverture le dimanche sans protection des salarié-e-s

Alors que le patronat du commerce de détail contourne allègrement les syndicats représentatifs du secteur et s'apprête à instrumentaliser les mesures d'accompagnement pour arriver à ses fins, ses relais politiques, PLR in primis, ont adopté une loi contraire à la volonté populaire exprimée en 2016 et permettant l'ouverture de trois dimanches supplémentaires par année sans aucune forme de protection des travailleurs-euses.

Préserver les rentes de la CPEG et construire du logement

Contrainte de recapitaliser la CPEG par une loi fédérale qu'elle a elle-même adoptée en 2010, la droite soutient une loi prévoyant de faire passer le personnel à la caisse, après 17% de rentes déjà perdues ces cinq dernières années. Et ceci alors qu'une majorité du Grand Conseil, emmenée par la gauche, avait précédemment adopté un projet préservant les rentes via le transfert de terrains du PAV à la caisse afin d'y construire du logement en le soustrayant à la spéculation privée.

Le 1^{er} mai, nous serons donc dans la rue pour appeler la population à dire NON à la casse sociale!

Ensemble, le 14 juin, contre les inégalités et les discriminations !

Nous les femmes*, sommes toutes exposées au sexisme, aux discriminations, aux stéréotypes et aux violences, sur le lieu de travail, à la maison, aux études ou dans la rue. Des oppressions spécifiques basées sur l'appartenance de race, de classe ou sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre se combinent, si bien que certaines d'entre nous peuvent subir des discriminations multiples. Faire vivre la solidarité entre les femmes* du monde entier, c'est un des objectifs de notre grève.

Nos conditions de travail se dégradent

Durant ces vingt dernières années, nous avons assisté à la montée des politiques néolibérales: les services publics ont été remis en cause, les prestations ont été réduites, des secteurs comme la santé ont été soumis à la logique marchande, les conditions de travail et de retraite ont été péjorées. L'économie capitaliste veut maximiser les profits au détriment de l'être humain et de l'équilibre écologique. Nous sommes les premières à en souffrir en tant que travailleuses précaires, migrantes ou encore mères, souvent seules responsables du foyer et des enfants.

Nous sommes précarisées, même à la retraite

A cause des inégalités, nous les femmes*, subissons davantage la précarité, le chômage et la pauvreté. Nous sommes majoritaires dans les emplois précaires et mal payés, mais peu nombreuses à accéder aux postes à responsabilité. Nous voulons un salaire égal, ainsi qu'une révision de la loi sur l'égalité, comprenant des contrôles et des sanctions. Nous voulons l'instauration d'un salaire minimum légal de 23.-/heure. Nous voulons la reconnaissance de la valeur et de l'indispensabilité du travail de care non rémunéré et rémunéré, y compris pour les employées des ménages privés. Nous voulons des rentes qui nous permettent de vivre dignement ; des assurances sociales qui tiennent compte de nos besoins et de notre réalité, notamment dans la prévoyance vieillesse.

**Pour toutes ces raisons
et d'autres encore,
nous ferons grève le 14 juin 2019 !**

*toute personne qui n'est pas un homme cisgenre (soit un homme qui se reconnaît dans le genre qui lui a été assigné à la naissance).

Ensemble, contre l'accord-cadre avec l'UE et pour la libre circulation des personnes

Depuis le début de l'année, le résultat des négociations entre le Conseil fédéral et la Commission européenne sur l'accord-cadre est connu. Les syndicats et les partis de gauche s'y opposent.

Une attaque sans précédent contre la protection des salaires

L'accord s'attaque aux pierres angulaires des mesures de protection des salaires, qui ont été décisives pour que les syndicats, et avec eux une large majorité de la population, acceptent la libre circulation des personnes. Le principe de base : en Suisse, on verse des salaires suisses, même aux salarié-e-s venant des pays de l'UE. La Commission européenne les qualifie désormais d'« entraves disproportionnées à l'accès au marché ».

pas une question nationale ou européenne, mais une question sociale

Les termes du débat ne se posent pas entre « la fermeture » et « l'ouverture » de la Suisse. Cet accord a des effets très concrets sur les travailleurs, et notamment une inévitable baisse du coût de la main-d'œuvre en Suisse. C'est voulu par les employeurs des pays détachant du personnel en Suisse d'abord. Mais par de nombreux employeurs suisses également, pour qui les mesures d'accompagnement, qui sont parmi les rares avancées dont ont bénéficié les salarié-e-s ces dernières années pour lutter contre leur précarisation et appauvrissement, ont toujours été un mal à combattre.

refuser l'accord-cadre, c'est dire OUI à la libre circulation des personnes

Une chose est claire : le moindre glissement salarial provoqué par l'accord-cadre fera grossir les rangs de l'UDC et augmentera le risque que son initiative qui veut mettre un terme définitif à la libre circulation des personnes sera acceptée en votation populaire. C'est pourquoi la défense des droits des travailleuses et travailleurs immigré-e-s, de leur liberté de travailler à des conditions de travail décent dans notre pays passe par un renforcement des mesures de protection des salaires en Suisse. Et donc par un refus de cet accord-cadre.

Ensemble, le 24 mai, pour la justice climatique !

Le mouvement pour le climat n'est lié à aucun parti ou organisation. Il a sa propre dynamique et est porté par des centaines de personnes motivées. Nous nous voulons un mouvement de pression. Nous sommes apartisan.e.s, n'acceptons pas de financement des partis et travaillons en dehors de la politique institutionnelle.

Nous exigeons que la Suisse déclare l'État d'urgence climatique national: « La Suisse reconnaît la catastrophe climatique comme une crise à traiter. Elle doit donc réagir à la crise et informer la société de celle-ci. »

Nous **exigeons** que la Suisse réduise ses émissions nettes de gaz à effet de serre à 0 d'ici 2030, sans utiliser des technologies de compensation.

Nous exigeons la justice climatique.

Puisque ces revendications restent inaccessibles dans notre système politique et économique actuel, un **changement de système** est indispensable.

Cependant, malgré le fait que nous ayons été perçu.e.s comme un mouvement étudiant, ce ne peut plus être le cas. Nous la jeunesse, qui avons milité jusqu'ici, ne pouvons pas continuer seul.e.s ce combat. Nous ne disposons pas de moyens de pression suffisants pour faire plier nos gouvernements, les entreprises et ceux qui sont responsables de la crise climatique. Mais chaque travailleur.euse a le pouvoir, en se mobilisant avec nous, de permettre à ces revendications de voir le jour. Vous avez le pouvoir d'exiger de vos entreprises qu'elles prennent conscience des dégâts qu'elles causent à l'environnement, qu'elles réduisent leur **impact** sur notre Terre avant qu'il ne soit trop tard! Sans vous, vos patrons.ne.s et leurs entreprises ne sont rien.

Le vendredi 15 mars nous étions plus de 60'000 à participer en Suisse à la grève internationale pour le climat qui s'est tenue dans plus de 100 pays à travers le monde.

Le 24 mai et le 27 septembre auront lieu de nouvelles grèves mondiales pour le climat et Genève y participera naturellement, vous êtes tous.te.s invité.e.s à y **participer**.

يلا! Adelante! Vorwärts! Forward! En avant!
Forward! Vorwärts! En avant! Adelante! يلا!
يلا! Adelante! Vorwärts! Forward! En avant!

AVANTI!



**Festival du
1^{er} mai
révolutionnaire
2019
Genève**

**Parc des
Bastions
Après la
manifestation
16h-21h**

**Concerts
open-air gratuits**

Evita Koné
(hip-hop/soul)

Vocal Cheese
(chansons transalpines)

Estras
(Le Cercle Collectif - Studio Pirate)

Fanfane Revuelta
(cumbia-huayno-style)

Muchach
(rap)

Sidi Wacho
(cumbia-rap balkanique)

